

REPUBLIQUE FRANCAISE  
 DEPARTEMENT DU CALVADOS  
 ARRONDISSEMENT DE CAEN  
 \*\*\*\*\*  
**COMMUNE DE OUISTREHAM**  
 \*\*\*\*\*

**EXTRAIT DE LA**  
**SEANCE DU 7 MARS 2022**  
 \*\*\*\*\*

L'an deux mille vingt-deux, le lundi 7 mars à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 1<sup>er</sup> mars, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

**Etaient présents :** Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Paul BESOMBES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, maires adjoints,

François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, Emmanuel TISON, conseillers municipaux.

**Absents excusés / pouvoirs (P) :** Annick CHAPELIER (P. Mme MÜLLER de SCH.), Béatrice PINON (P. M. PUJOL), Matthieu BIGOT (P. Mme LECHEVALLIER), François NOURRY (Mme BÖRNER)

**Secrétaire de séance :** Mme LHONNEUR.

**Commande publique :**

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CONTRAT DE CONCESSION DU CAMPING – TRANSFERT DE L'ACTIONNARIAT DE LA SOCIETE DELEGATAIRE**

DEL20220307_06	Présents : 25	Pouvoirs : 4	Abstentions :	Suffrages exprimés :29	Pour : 29	Contre :
----------------	---------------	--------------	---------------	------------------------	-----------	----------

**Annexe :** - Projet d'avenant n°2

**Rapporteur : M. Quivrin – VU en C° finances du 4/03/2022**

La Commune de Ouistreham a au terme d'une mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.1411-7 du CGCT, confié l'exploitation du camping municipal, le financement et la réalisation de travaux d'entretien et d'amélioration des infrastructures à un délégataire (délibération en date du 14 décembre 2015), la société Groupe SEASONOVA, elle-même autorisée à subdéléguer à une entreprise filiale créée pour l'occasion, la Sarl RIVA BELLA DEVELOPPEMENT, dont le capital est détenu à 95% par le Groupe SEASONOVA et à 5% par Monsieur Guillaume Lemarchand.

Les actionnaires de la Sarl RIVA BELLA DEVELOPPEMENT ont informé la Commune de leur souhait de transférer leurs actifs au profit de la société VS CAMPING FRANCE, filiale de la SAS VACANCESELECT HOLDING dont le siège est à Montpellier ; par courrier en date du 31 janvier 2022, VACANCESELECT a signifié de son côté sa volonté de rachat de 100% des parts de la SARL RIVA BELLA DEVELOPPEMENT pour s'implanter dans le Calvados, une première.

VACANCESELECT a motivé son intérêt pour ce site en justifiant de son potentiel de développement, de sa forte capacité d'accueil (300 emplacements à ce jour) et de son implantation idéale sur le littoral normand et à proximité immédiate des liaisons transmanche et des plages du Débarquement.

Le groupe indique vouloir poursuivre la modernisation du site par notamment des projets de piscine extérieure, l'agrandissement et réaménagement de la terrasse du snack, la création de quartiers, la végétalisation de certains espaces qui viendront conforter les axes stratégiques retenus :

- Développement de l'offre locative familiale
- Développement de l'offre pour la clientèle de passage, notamment anglo-saxonne
- Développement du modèle résident

**Note :** Le groupe VACANSELECT est un acteur majeur du marché de l'hôtellerie de plein air, qui exploite 62 campings en propre sur le territoire national (et présent dans plus de 200 campings partenaires en Europe) représentant 31 000 emplacements commercialisés via la marque TOHAPI.

Il emploie près de 2500 salariés, a accueilli plus de 1 000 000 clients en 2019 pour un chiffre d'affaires de 240 M €.

L'article I.7. « Capital du délégataire » de la convention de DSP est ainsi rédigé :

« Le contrat est conclu *intuitu personae*, en considération des qualités et capacités des actionnaires majoritaires de la société délégataire, toute modification de la répartition du capital de la société ayant pour effet direct ou indirect de faire perdre le contrôle de la société par un ou plusieurs desdits actionnaires est subordonnée à l'information préalable et écrite de l'autorité délégante, qui pourra alors demander des garanties financières et techniques équivalentes.

Dans cette hypothèse, la société délégataire doit informer l'autorité délégante, dans le délai de quinze (15) jours. »

Il n'y pas de cession de contrat en cas de restructuration interne d'une société – cas d'une modification statutaire ou d'un changement de l'actionnariat n'entraînant pas de changement de la personne morale -, même s'il est procédé à un changement de propriétaire des actions composant le capital social, y compris dans une proportion très largement majoritaire.

Du fait que l'opération ici en cause porte simplement sur un changement d'actionnaire du délégataire, elle n'est pas à proprement parler soumise à l'exigence d'une autorisation préalable de l'autorité délégante, et ne nécessite pas d'avenant.

Cependant, dès lors que l'article I.8 de la convention de DSP précise expressément que le capital de la société délégataire de 30 000 euros est détenu à « 51 % par la Société Groupe SEASONOVA et à 49 % par Monsieur Guillaume LEMARCHAND », il peut se justifier de modifier la convention par un avenant.

En conséquence, lu et entendu l'exposé et après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL, à l'unanimité,

- ➡ PREND ACTE de ce transfert d'actionnariat - transfert de 100% des parts du Groupe SEASONOVA et de M. Lemarchand à la Société VS CAMPING FRANCE-, étant entendu qu'il ne s'agit pas d'une cession du contrat, puisque que la modification du capital social de la société délégataire n'entraîne pas un changement de personne morale - le délégataire reste toujours la Sarl RIVA BELLA DEVELOPPEMENT.
- ➡ CONSTATE que la société délégataire restructurée présente des garanties financières et techniques équivalentes ;
- ➡ APPROUVE le projet d'avenant relatif au changement d'actionnaire de la société délégataire ;
- ➡ AUTORISE le maire à signer l'avenant et à engager avec le Délégataire, le cas échéant, toute négociation tendant à modifier les termes du contrat.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE



Romain BAIL

Affichée le  
Certifiée exécutoire le